

N°2020/ 262	<p style="text-align: center;">VILLE DE SEVRAN DÉCISION DU MAIRE</p> <p style="text-align: center;">PRISE EN APPLICATION DES ARTICLES L2122-22 ET L2122-23 DU CODE GÉNÉRAL DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES</p>
-------------	---

Service émetteur **SERVICE DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES**
Objet : **Signature d'une convention avec ORHAN-AZOUAGH Emmanuelle pour la réalisation d'une supervision d'équipe pour le Projet Insertion Emploi.**

Le Maire,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L2122-22 et L2122-23,

VU la délibération n°4 du Conseil Municipal en date du 3 juillet 2020 portant délégation de pouvoirs au Maire dans le cadre des articles L.2122-22 et L.2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales,

VU l'instruction comptable n°96-078 « M14 » du 01/08/96 modifiée,

VU le Code de la Commande Publique entré en vigueur au 1^{er} avril 2019, et notamment son article R2123-1,

CONSIDERANT la demande du service Projet Insertion emploi de réaliser une supervision d'équipe par l'analyse des pratiques d'accompagnement des bénéficiaires du RSA,

CONSIDERANT la convention avec ORHAN-AZOUAGH Emmanuelle pour la réalisation d'une supervision d'équipe pour le Projet Insertion Emploi,

ARTICLE 1 : **DÉCIDE** de signer la convention avec ORHAN-AZOUAGH Emmanuelle pour la réalisation d'une supervision d'équipe pour le Projet Insertion Emploi.

ARTICLE 2 : **DIT** que la dépense en résultant d'un montant de sept cent soixante euros TTC sera imputée sur les crédits prévus à cet effet au budget de l'exercice correspondant..

ARTICLE 3 : Le Directeur Général des Services et Madame la Comptable Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

ARTICLE 4 : La présente décision

-sera transmise à Monsieur Le Préfet de la Seine-Saint-Denis au titre du contrôle de légalité.

-peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de M. le Maire de Sevrans dans un délai de deux mois à compter de son affichage, de sa publication ou notification, de sa transmission au contrôle de légalité. L'absence de réponse dans un délai de deux mois à compter de sa réception équivaut à une décision implicite de rejet (art L411-7 CRPA)

-peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de Montreuil par courrier ou sur le site télerecours citoyens (www.telerecours.fr) dans un délai de deux mois à compter de son affichage, de sa publication ou notification, de sa transmission au contrôle de légalité ou à compter de la réponse explicite ou implicite de M. le Maire si un recours gracieux a été préalablement exercé.

Ampliation en sera adressée :
- Adressée au Comptable public
- Notifiée à ORHAN-AZOUAGH Emmanuelle

Fait à Sevrans, le 06 OCT. 2020


VILLE DE SEVRANS
LE MAIRE,
Blanchet
Stéphane BLANCHET

M. le Maire de Sevrans certifie que le présent acte a été :

Reçu en Préfecture le :

Affiché le :

06 OCT. 2020

06 OCT. 2020